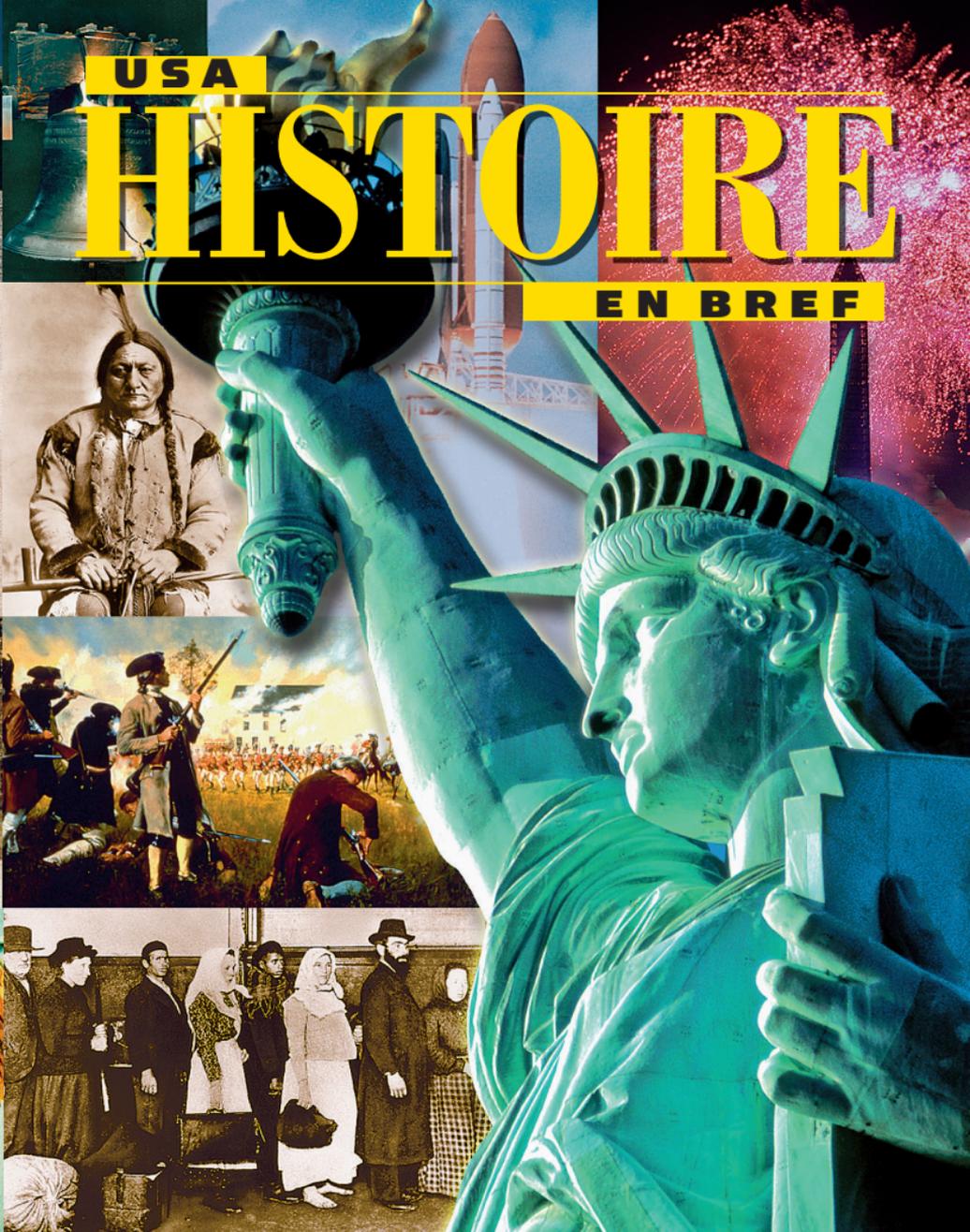


USA

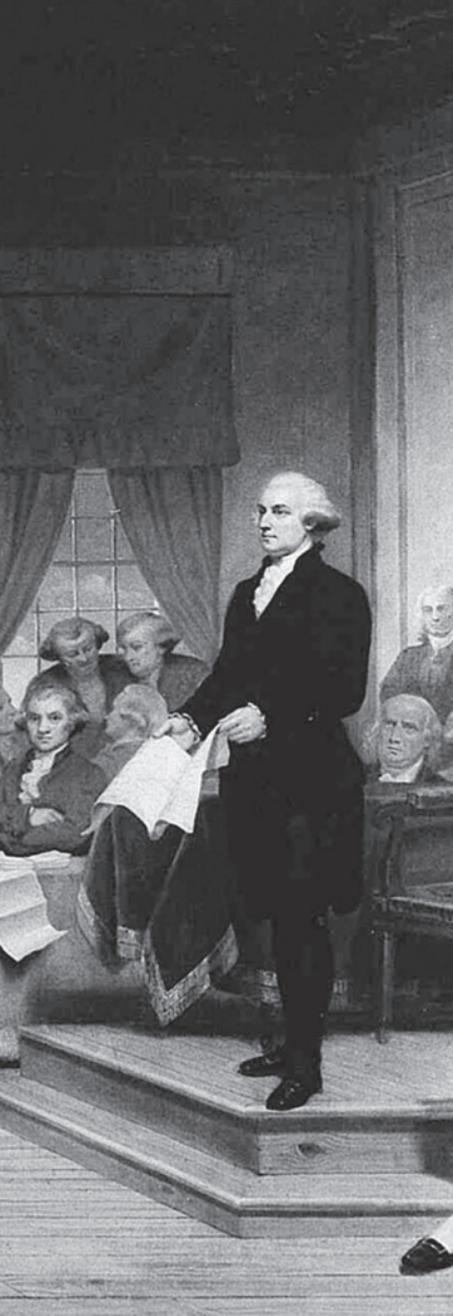
HISTOIRE

EN BREF



George Washington prend la parole devant la Convention constituante à Philadelphie, 1787.





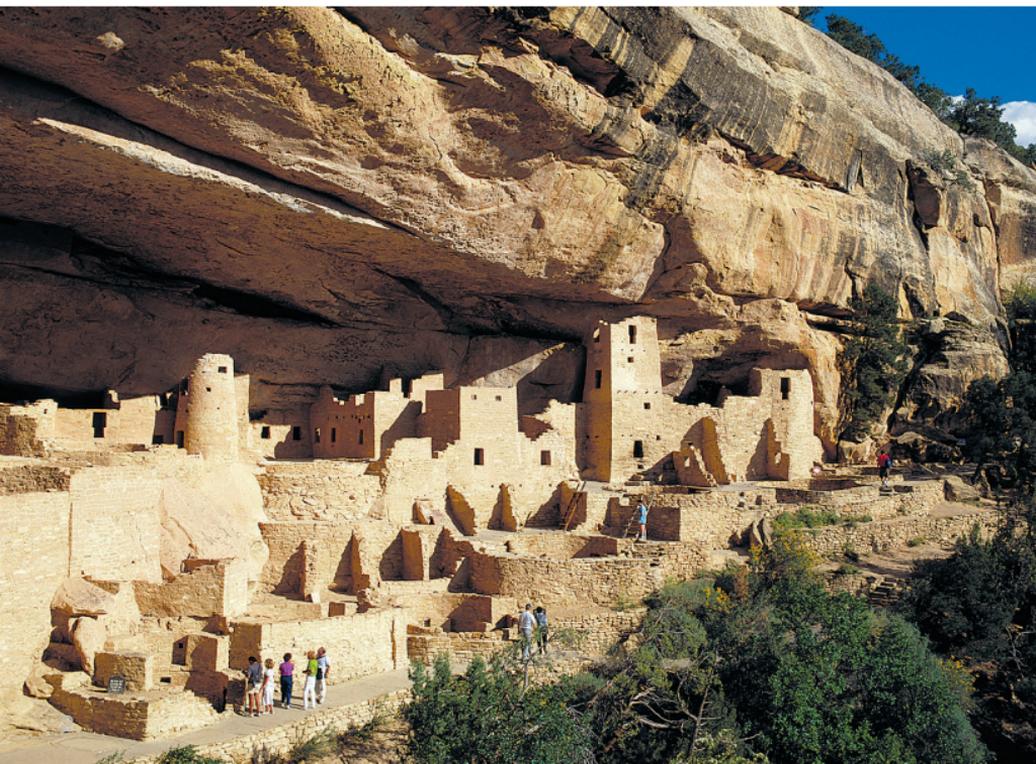
INTRODUCTION

Depuis plus de deux cents ans, l'histoire des Etats-Unis est synonyme d'expérience de la démocratie. Des questions soulevées au cours des premières années continuent d'être abordées et résolues aujourd'hui : gouvernement fort contre gouvernement faible, droits individuels contre droits collectifs, capitalisme libéral contre réglementation du travail et du commerce, engagement dans la vie internationale contre isolationnisme. Les attentes de la démocratie américaine ont toujours été élevées, mais la réalité a parfois été décevante. Et pourtant, la nation s'est développée et a prospéré grâce à un processus continu d'adaptation et de compromis.

L'Amérique des origines

Au plus fort de l'ère glaciaire la plus récente, il y a près de 35 000 ans, une grande partie de l'eau terrestre était emprisonnée dans de vastes plaques continentales de glace. Une langue de terre de 1 500 kilomètres de large reliait l'Asie et l'Amérique du Nord. Il y a 12 000 ans, une grande partie du continent américain était habitée par des êtres humains.

Venus d'Asie, les premiers Américains franchirent l'isthme et seraient restés plusieurs milliers d'années dans ce qui est aujourd'hui



l'Alaska. Puis ils descendirent vers le sud pour atteindre le territoire des futurs Etats-Unis. Ils s'établirent le long de l'océan Pacifique au nord-ouest, dans les montagnes et les déserts au sud-ouest et le long du fleuve Mississippi dans le Middle West.

Ces premiers peuples sont connus sous le nom de Hohokams, Adenas, Hopewells et Anasazis. Ils bâtissaient des villages et cultivaient la terre. Certains élevaient des tumulus en forme de pyramides, d'oiseaux ou de serpents. Leur vie était étroitement liée à la terre, et leur société était organisée sur des bases claniques et collectives. Les éléments de la nature jouaient un rôle essentiel



A gauche : site de Mesa Verde dans le Colorado, XIII^e siècle. Ci-dessus : vue aérienne du Great Serpent Mound situé dans le comté Adams, dans l'Ohio. Des tests au carbone-14 de l'effigie ont révélé que les créateurs de ce monument de 405 mètres appartenaient à la culture amérindienne de Fort Ancient (1000-1550 apr. J.-C.).

dans leurs croyances spirituelles. Leur culture était principalement orale, même si certains avaient mis au point des hiéroglyphes. De toute évidence, les échanges commerciaux étaient importants, mais les relations entre tribus étaient parfois hostiles.

Pour des raisons qui ne sont pas encore complètement élucidées, ces premiers groupes disparurent et furent remplacés par d'autres tribus d'Amérindiens, notamment les Hopis et les Zunis. Lorsque les Européens atteignirent l'actuel territoire des Etats-Unis, environ deux millions d'autochtones y vivaient.

Les premiers Européens à fouler le sol de l'Amérique du Nord, ou du moins les premiers dont on ait retrouvé la trace, étaient des Scandinaves partis du Groenland, où Erik le Rouge avait établi une colonie vers 985. On pense que son fils Leif explora la côte nord-est de ce qui est aujourd'hui le Canada en 1001. Des ruines de maisons nordiques datant de cette époque ont été découvertes à l'Anse-aux-Meadows, dans le nord de Terre-Neuve.

Il fallut attendre cinq cents ans avant que d'autres Européens atteignent l'Amérique du Nord et encore cent ans de plus avant que des colonies permanentes y soient établies. Les premiers explorateurs recherchaient une voie maritime vers l'Asie. D'autres – principalement anglais, hollandais, français et espagnols – arrivèrent plus tard pour s'appropriier les terres et les richesses de ce qu'ils appelèrent le « Nouveau Monde ».

Le premier et le plus célèbre de ces explorateurs fut le génois Christophe Colomb. Ses expéditions furent financées par la reine

Isabelle de Castille. En 1492, Christophe Colomb débarqua aux Antilles, mais il n'atteignit jamais le territoire continental des futurs Etats-Unis. Le navigateur vénitien Jean Cabot, mandaté par le roi d'Angleterre, arriva cinq ans plus tard. Même si son voyage ne passa pas à la prospérité, il servit de base aux prétentions de l'Angleterre sur l'Amérique.

Le XVI^e siècle fut l'époque de l'exploration des Amériques par les Espagnols. En 1513, Juan Ponce de León débarqua dans ce qui est aujourd'hui la Floride. En 1539, Hernando de Soto atteignit la



Deux monuments témoignent du rôle central joué par l'Espagne dans l'exploration du territoire actuel des Etats-Unis. A gauche : le Castillo de San Marcos, construit entre 1672 et 1695 pour défendre Saint Augustine, en Floride, première colonie européenne permanente sur le territoire continental des Etats-Unis.



En bas : la fontaine et les vestiges de la mission de San Juan Capistrano, en Californie, l'une des neuf missions fondées par les pères franciscains sous la conduite de Fray Junípero Serra dans les années 1770 sur le territoire du futur Etat de Californie.

Floride et poursuivit jusqu'au fleuve Mississippi. En 1540, Francisco Vázquez de Coronado remonta vers le nord à partir du Mexique – que l'Espagne avait conquis en 1522 – à la recherche des Sept Cités mythiques de Cibola. Il ne les découvrit jamais, mais ses expéditions le conduisirent aussi loin que les Grandes Plaines et que le Grand Canyon, en Arizona.

Tandis que les Espagnols progressaient à partir du Sud, d'autres Européens découvraient peu à peu le Nord de l'actuel territoire des Etats-Unis. Citons parmi eux Giovanni da Verrazano, Jacques Cartier et Amerigo Vespucci, en hommage duquel le continent fut appelé « Amérique ».

La première colonie européenne permanente sur le territoire des futurs Etats-Unis fut établie par les Espagnols au milieu du XVI^e siècle à Saint Augustine, en Floride. Toutefois, elle ne joua pas un rôle dans la formation de la nouvelle nation, qui eut lieu dans des colonies situées plus au nord le long de la côte atlantique : Virginie, Massachusetts, New York et dix autres régions colonisées par un flux croissant d'immigrants venus d'Europe.

La période coloniale

La majorité des colons arrivés en Amérique au XVII^e siècle était des Anglais, mais il y avait aussi des Hollandais, des Suédois, des Allemands, des Français et, plus tard, des Ecosais et des Irlandais du Nord. Certains quittaient leur patrie pour

fuir la guerre, l'oppression politique, les persécutions religieuses ou pour échapper à une peine de prison. D'autres partaient comme serviteurs et aspiraient à la liberté. Des Africains étaient vendus comme esclaves et arrivaient enchaînés.

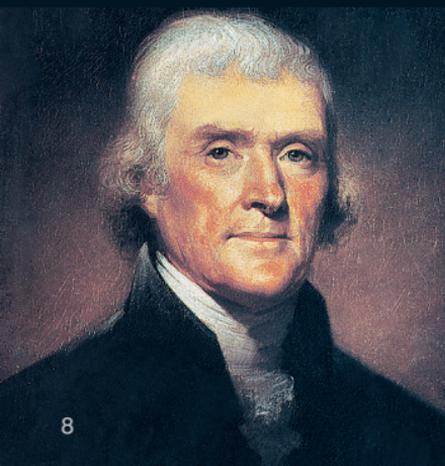
En 1690, la population était de 250 000 habitants. Moins d'un siècle plus tard, elle avait atteint les 2,5 millions.

Les colons venaient en Amérique pour différentes raisons, et finalement treize colonies distinctes se formèrent dans trois régions. Les contrastes entre elles étaient encore plus saisissants.

Les premières colonies furent établies le long de la côte atlantique et des fleuves. Dans le Nord-Est, les colons trouvèrent des collines boisées et un sol rocailleux. Mais des ressources hydrauliques facilement exploitables permirent à la Nouvelle-Angleterre – notamment le Massachusetts, le Connecticut et le Rhode Island – de développer une économie reposant sur le bois d'œuvre, la pêche, la construction navale et le commerce. Les colonies du Centre – y compris celle de New York et la Pennsylvanie – avaient un climat plus clément et un relief plus varié. L'industrie et l'agriculture s'y développèrent, et la société y était plus diversifiée et cosmopolite. Ainsi, la colonie de New York abritait Allemands, Anglais, Danois, Ecossais, Français, Hollandais, Irlandais, Italiens, Norvégiens, Polonais, Portugais, Tchèques et Suédois. Les colonies du Sud – Virginie, Georgie et Carolines – avaient un sol fertile et une longue période de végétation, et leur économie était essentiellement axée sur l'agriculture. On y trouvait à la fois de petits



Détail d'un tableau du peintre américain Benjamin West (1738-1820), représentant la signature d'un traité entre William Penn et les Amérindiens établis sur le sol où il avait fondé la colonie de Pennsylvanie pour servir de sanctuaire aux quakers et à tous ceux qui aspiraient à la liberté religieuse. La façon équitable dont Penn traitait les Delawares fit naître entre eux des relations amicales et durables, à l'opposé des conflits entre colons européens et tribus indiennes sévissant dans d'autres colonies.



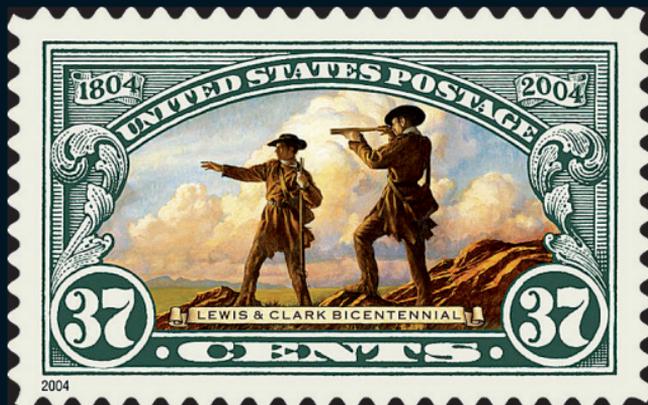
Thomas Jefferson, auteur de la Déclaration d'Indépendance et troisième président des Etats-Unis.



Les Pères pèlerins signent le pacte de *Mayflower* à bord du navire, 1620.



Benjamin Franklin, savant, inventeur, écrivain, éditeur de journal, père fondateur de Philadelphie, diplomate et l'un des signataires de la Déclaration d'Indépendance et de la Constitution.



Timbre américain commémorant le bicentenaire de l'expédition de Lewis et Clark, l'un des projets visionnaires de Thomas Jefferson. Cette expédition dressa pour la jeune nation la carte de toutes les terres de l'Ouest jusqu'à l'Oregon.

fermiers et de riches propriétaires terriens qui possédaient de vastes plantations entretenues par des esclaves africains.

Les relations entre les colons et les autochtones, les Indiens, étaient un mélange de coopération et d'hostilité. Dans certaines régions, le commerce et des relations sociales prévalaient mais, en général, à mesure que s'étendaient les colonies, les Indiens étaient contraints de quitter leurs terres, souvent à l'issue d'une défaite.

L'établissement des colonies américaines fut directement organisé non par le gouvernement britannique, mais par des groupes privés. À l'exception de la Georgie, toutes les colonies avaient été créées par des sociétés d'actionnaires ou par des propriétaires qui tenaient leur droit de propriété de la Couronne. Certaines étaient gouvernées avec rigueur par les dirigeants de compagnies mais, au fil du temps, toutes mirent au point un système de gouvernement participatif fondé sur la tradition et la jurisprudence britanniques.

Des années de troubles politiques menèrent à la révolution de 1688, qui renversa le roi Jacques II. Les pouvoirs de la monarchie furent limités et de plus grandes libertés furent accordées au peuple. Les colonies américaines bénéficièrent de ces changements. Les assemblées coloniales revendiquèrent le droit d'agir en parlements locaux. Elles adoptèrent des mesures qui accrurent leur pouvoir et limitèrent celui des gouverneurs royaux.

Au cours des décennies suivantes, les affrontements répétés entre assemblées et gouverneurs firent prendre conscience aux

colons de l'accroissement des divergences d'intérêts entre l'Angleterre et l'Amérique. Les principes et la jurisprudence issus de ces conflits devinrent la constitution non écrite des colonies.

Au début, l'objectif était l'autonomie au sein d'un *commonwealth* britannique. Ce n'est que par la suite que vint l'appel à l'indépendance.

La marche vers l'indépendance

Les principes de la démocratie et du libéralisme – fondement politique des Etats-Unis – découlèrent naturellement du processus d'édification d'une nouvelle société sur une terre vierge. Tout aussi naturellement, la nouvelle nation se considérerait différente et exceptionnelle. L'Europe l'observerait avec appréhension ou bien avec espoir.

Pendant le XVIII^e siècle, les treize colonies britanniques d'Amérique du Nord progressèrent. Leur population s'accrut, et elles connurent un développement économique et culturel considérable. Elles avaient aussi la pratique de l'autonomie. Pourtant, ce ne fut que cent soixante-dix ans après la création de la première colonie permanente à Jamestown, en Virginie, que les nouveaux Etats-Unis d'Amérique virent le jour en tant que nation.

La guerre qui opposa l'Angleterre et la France dans les années 1750 eut lieu en partie en Amérique du Nord. L'Angleterre fut victorieuse et mit bientôt en œuvre des politiques destinées à

administrer et à financer son vaste empire. Mais ces mesures imposaient de plus grandes restrictions au mode de vie des colons américains.

Un décret royal de 1763 limita l'ouverture des nouveaux territoires aux pionniers. La loi de 1764 sur le sucre (*Sugar Act*) frappa d'une taxe les produits de luxe, notamment le café, la soie et le vin, et prohiba l'importation de rhum. En 1764, une loi sur la monnaie (*Currency Act*) interdit l'émission de billets dans les colonies. Le *Quartering Act* de 1765 obligea les colons à assurer le logement et l'approvisionnement de l'armée royale. Et la loi de 1765 sur le timbre (*Stamp Act*) exigea l'achat de timbres royaux pour tous les documents juridiques, journaux, licences et baux.

Les colons protestèrent contre toutes ces mesures, mais le *Stamp Act* suscita la plus vive résistance organisée. Le problème principal, pour un nombre croissant de colons, était qu'ils étaient frappés d'une taxe par une assemblée législative lointaine à laquelle ils ne pouvaient pas participer. En octobre 1765, 27 délégués de neuf colonies se réunirent à New York pour coordonner les efforts en vue d'annuler le *Stamp Act*. Ils adoptèrent des résolutions affirmant le droit des colonies d'imposer leurs propres taxes.

L'autonomie forgea des dirigeants politiques locaux, et ce sont ces hommes qui œuvrèrent de concert pour rejeter des lois du Parlement qu'ils jugeaient oppressives. Une fois qu'ils eurent obtenu gain de cause, leur campagne contre la Grande-Bretagne prit fin. Néanmoins, pendant encore quelques années, un petit nombre

d'extrémistes s'efforcèrent d'entretenir la polémique. Leur objectif n'était pas le compromis, mais l'indépendance.

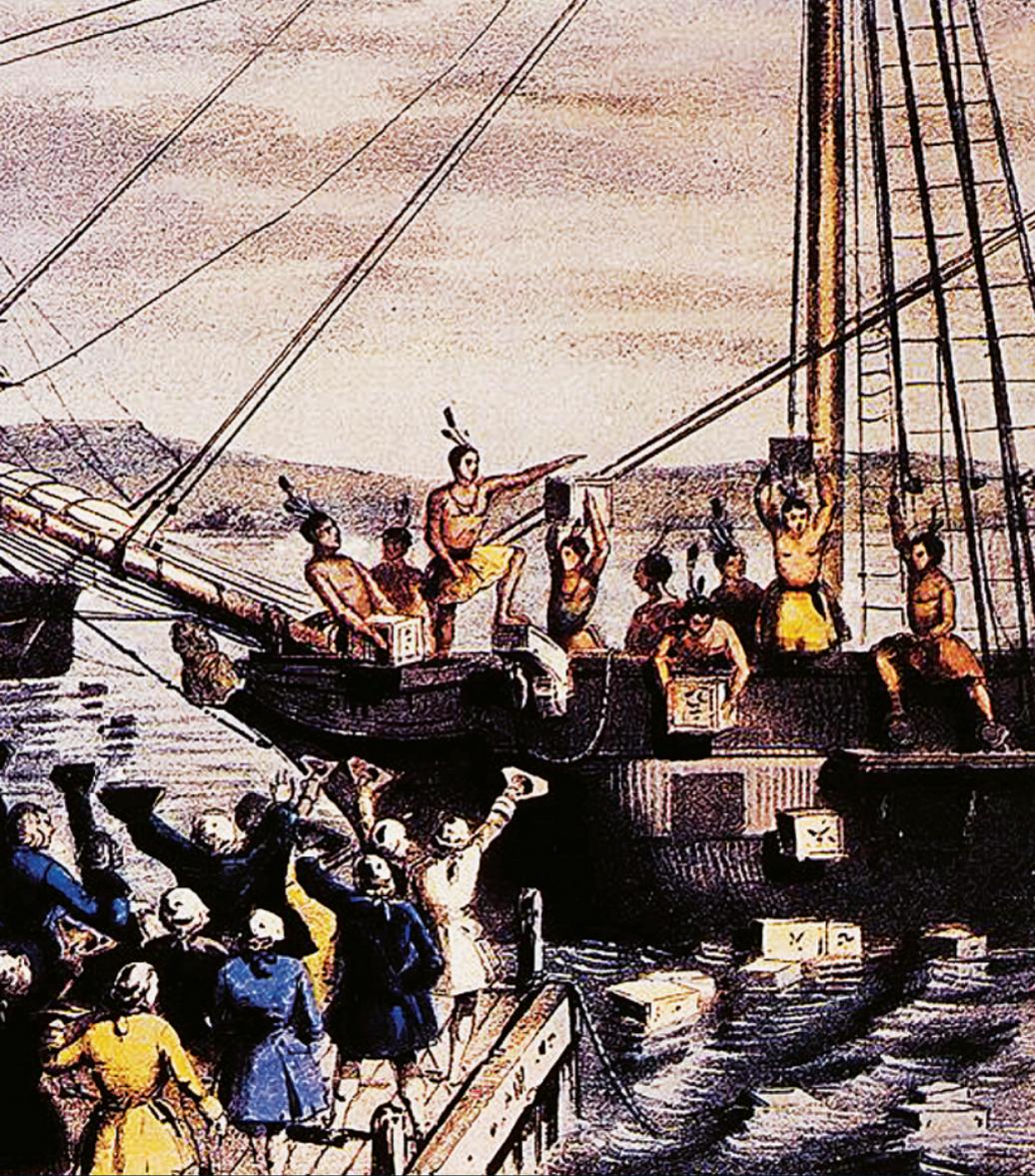
Samuel Adams, du Massachusetts, était le plus efficace. Il rédigea des articles de journaux et prononça des discours faisant appel aux sentiments démocratiques des colons. Il contribua à organiser dans les colonies des comités qui devinrent la base d'un mouvement révolutionnaire. En 1773, ce mouvement avait attiré les négociants coloniaux indignés par les tentatives des Britanniques pour réglementer le commerce du thé. En décembre, un groupe d'hommes monta à bord de trois navires britanniques à l'ancre et jeta la cargaison de thé dans le port de Boston.

Afin de punir le Massachusetts pour cet acte de vandalisme, le Parlement britannique ferma le port de Boston et réduisit le pouvoir des autorités locales. Mais ces nouvelles mesures, surnommées « lois intolérables », eurent l'effet inverse. Au lieu d'isoler une colonie, elles rallièrent les autres. Toutes les colonies, à l'exception de la Georgie, envoyèrent des représentants à Philadelphie en septembre 1774 pour discuter du « malheureux état présent des colonies ». Ce fut le Premier Congrès continental.

Face à l'empiètement des Britanniques sur leurs droits, les colons ressentaient une déception et une colère de plus en plus vives. Et pourtant, il n'y avait nullement d'unanimité de pensée sur l'action à mener. Les loyalistes souhaitaient rester des sujets du roi. Les modérés étaient favorables à un compromis pour établir une relation acceptable avec le gouvernement britannique.



La révolte contre les taxes sur le thé réclamées par l'Angleterre, connue sous le nom de « Boston Tea Party », 1773.





Vision d'artiste des premiers coups de feu de la guerre d'Indépendance : le 19 avril 1775, à Lexington, dans le Massachusetts, la milice locale barre la route des soldats anglais envoyés saisir les armes des colons dans la ville voisine de Concord.





Dessin représentant le turbulent révolutionnaire Patrick Henry (debout, à gauche) en train de prononcer les mots peut-être les plus célèbres de la guerre d'Indépendance : « Donnez-moi la liberté ou donnez-moi la mort », au cours d'un débat à l'assemblée de la Virginie en 1775.



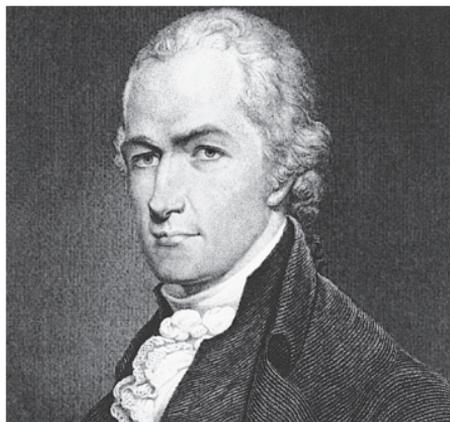
James Madison, quatrième président des Etats-Unis, est souvent considéré comme « le père de la Constitution ». Les essais qu'il a consacrés au débat qui entoura la ratification de la Constitution ont été réunis avec ceux d'Alexander Hamilton et de John Jay dans *Le Fédéraliste*.

Et les révolutionnaires voulaient l'indépendance totale ; ils commencèrent à amasser des armes et à mobiliser leurs forces – en attendant le jour où ils devraient se battre pour l'obtenir.

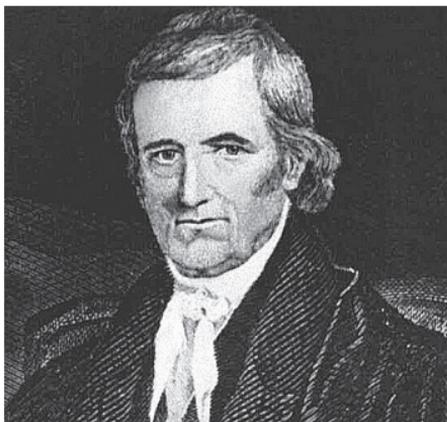
La Révolution

La Révolution américaine – la guerre des colonies pour obtenir leur indépendance de la Grande-Bretagne – commença par une escarmouche entre troupes britanniques et colons armés le 19 avril 1775.

Les Britanniques étaient partis de Boston, dans le Massachusetts, afin de saisir des armes et des munitions que les colons révolutionnaires avaient collectées dans les villages voisins. A Lexing-



Alexander Hamilton, secrétaire au Trésor du président George Washington. Partisan d'un gouvernement fédéral fort et d'incitations à l'industrie.



John Marshall, qui présida la Cour suprême des Etats-Unis de 1801 à 1835, peint par Alonzo Chappel.

ton, ils rencontrèrent une bande de *minutemen*, ainsi appelés parce qu'ils avaient la réputation d'être prêts à combattre « à la minute ». Ces derniers n'avaient prévu qu'une manifestation silencieuse, et leur chef leur demanda de ne pas tirer les premiers. Les Britanniques ordonnèrent aux *minutemen* de se disperser, et ils obéirent. Les Américains étaient en train de se retirer, quand un coup de feu retentit. Les troupes britanniques tirèrent alors sur les *minutemen*, puis chargèrent à la baïonnette.

Des combats éclatèrent en d'autres endroits le long de la route, alors que les soldats britanniques vêtus de leur uniforme rouge vif se repliaient sur Boston. Plus de 250 soldats britanniques furent tués ou blessés. Les Américains perdirent 93 hommes.

Des affrontements meurtriers se poursuivirent autour de Boston, tandis que des représentants des colonies se réunissaient à la hâte à Philadelphie pour discuter de la situation. La majorité d'entre eux vota l'entrée en guerre contre la Grande-Bretagne et convint d'unir les milices coloniales en une armée continentale, placée sous le commandement en chef de George Washington, originaire de Virginie. Mais, en même temps, ce Second Congrès continental adoptait une résolution de paix recommandant vivement au roi George III de prévenir tout nouvel affrontement. Le roi la rejeta et, le 23 août, déclara que les colonies étaient en état de rébellion.

Dans les mois qui suivirent, les appels à l'indépendance s'intensifièrent. Le théoricien politique radical Thomas Paine contribua

à préciser l'argument de la séparation. Dans un pamphlet intitulé *Common Sense (Le Sens commun)*, dont il se vendit 100 000 exemplaires en trois mois, il attaquait la notion de monarchie héréditaire. Paine présentait une alternative : continuer de se soumettre à un roi tyrannique et à un système de gouvernement dépassé, ou bien jouir de la liberté et du bonheur en tant que république indépendante et autosuffisante.

Le Second Congrès continental nomma un comité, présidé par le Virginien Thomas Jefferson, pour rédiger un document résumant les griefs des colonies contre le roi et expliquant leur décision de se séparer. Cette Déclaration d'Indépendance fut adoptée le 4 juillet 1776. Depuis, le 4 juillet est célébré comme la fête de l'Indépendance américaine.

Non seulement la Déclaration d'Indépendance annonçait la naissance d'une nouvelle nation, mais elle énonçait aussi une philosophie de la liberté de l'homme qui allait devenir une force dynamique dans le monde entier. Elle s'inspirait des idées politiques françaises et anglaises, notamment celles de John Locke dans son *Deuxième traité du gouvernement civil*, qui réaffirmaient le principe que les droits politiques sont des droits de l'homme fondamentaux et sont donc universels.

Mais le fait de déclarer l'indépendance ne rendit pas les Américains libres. Les forces britanniques dépêchèrent des troupes de Long Island à New York. Elles infligèrent une défaite aux Américains à Brandywine, en Pennsylvanie, et occupèrent Philadelphie, forçant

le Congrès continental à fuir. Pour leur part, les forces américaines furent victorieuses à Saratoga, dans l'Etat de New York, et à Trenton et Princeton, dans le New Jersey. Cependant, George Washington luttait sans cesse pour obtenir les hommes et les approvisionnements qui lui faisaient cruellement défaut.

Les Américains reçurent une aide décisive en 1778, lorsque la France reconnut les Etats-Unis et signa un traité de défense bilatéral. Toutefois, l'aide du gouvernement français était fondée sur des raisons géopolitiques et non pas idéologiques. La France voulait affaiblir la Grande-Bretagne, son ennemi de toujours.

Les combats qui commencèrent à Lexington, dans le Massachusetts, se poursuivirent pendant huit ans sur une grande partie du continent. Des batailles furent livrées de Montréal au Canada, dans le Nord, à Savannah en Georgie, dans le Sud. Une immense armée britannique capitula à Yorktown, en Virginie, en 1781, et pourtant la guerre se poursuivit pendant encore deux ans. Un traité de paix fut finalement signé à Paris le 15 avril 1783.

La portée de la Révolution s'étendit bien au-delà de l'Amérique du Nord. Elle attira l'attention des théoriciens politiques européens et renforça la notion de droits naturels dans tout le monde occidental. Des personnalités telles que Thaddeus Kosciusko, Friedrich von Steuben et le marquis de La Fayette rejoignirent les rangs des révolutionnaires et espéraient voir les idées progressistes adoptées dans leurs pays.

Le traité de Paris reconnaissait l'indépendance, la liberté et la

souveraineté des treize anciennes colonies devenues Etats. Restait à leur donner une trame commune pour fonder une nation.

La formation d'un gouvernement national

En 1783, à l'issue de la guerre d'Indépendance, les treize colonies américaines devinrent les treize Etats-Unis d'Amérique. Avant la fin de la guerre, elles avaient ratifié un cadre pour leurs efforts communs, les Articles de Confédération, qui prévoyaient une union encore très lâche et très fragile. Le prési-



La salle historique d'Independence Hall, à Philadelphie, où les délégués rédigeaient la Constitution des Etats-Unis pendant l'été 1787. La Constitution est la loi suprême du pays.

dent George Washington qualifia cette union de « filin de sable ».

Il n'y avait pas de monnaie commune ; chaque Etat émettait la sienne. Il n'y avait pas de force militaire nationale ; nombre d'Etats disposaient encore de leur propre armée et de leur propre flotte. Le gouvernement national n'avait qu'un vague droit de regard sur la politique étrangère ; les Etats négociaient directement avec les autres pays. Et il n'y avait pas de système national pour lever et percevoir des impôts.

En 1786, un différend entre le Maryland et la Virginie concernant la navigation sur le Potomac entraîna l'organisation à Annapolis, dans le Maryland, d'une conférence de cinq Etats. Alexander Hamilton, délégué de l'Etat de New York, déclara que de tels problèmes commerciaux relevaient des grandes questions politiques et économiques. Il était nécessaire, disait-il, de repenser la Confédération. A cette fin, les autres délégués et lui-même proposèrent d'organiser une convention. Le soutien de George Washington, sans conteste l'homme qui inspirait le plus confiance en Amérique, rallia ceux qui jugeaient l'idée trop audacieuse.

L'assemblée qui se tint à Philadelphie en mai 1787 fut remarquable. Les 55 délégués élus à la Convention étaient forts d'une expérience dans un gouvernement, colonial ou d'Etat. Ils étaient versés en histoire, droit et théorie politique. La plupart étaient jeunes, mais le groupe comprenait aussi Benjamin Franklin, qui terminait une extraordinaire carrière à la fois politique et scientifique. Deux éminents Américains étaient absents : Thomas Jeffer-



La Cloche de la liberté à Philadelphie, en Pennsylvanie, est un symbole durable de la liberté du peuple américain. Elle retentit pour la première fois le 8 juillet 1776, pour célébrer l'adoption de la Déclaration d'Indépendance, et elle se fendit en 1836, pendant les funérailles de John Marshall, président de la Cour suprême des Etats-Unis.



Original de la Constitution des Etats-Unis, signé par les délégués à Philadelphie le 17 septembre 1787.

Une mère et sa fille examinent des documents dans le hall d'exposition des Archives nationales, à Washington, où se trouvent exposées la Constitution des Etats-Unis, la Déclaration d'Indépendance et la Déclaration des droits.

son était à Paris en qualité d'ambassadeur des Etats-Unis en France, et John Adams était à Londres en qualité d'ambassadeur en Grande-Bretagne.

Le Congrès continental avait autorisé la Convention à amender les Articles de Confédération. Mais les délégués les écartèrent – les jugeant inadaptés aux besoins de la nation – et conçurent une nouvelle forme de gouvernement fondé sur la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. La réunion était devenue une convention constituante.

Recueillir un consensus sur certains points d'une nouvelle constitution allait se révéler extrêmement difficile. Nombre de délégués plaidaient pour un gouvernement national fort qui limiterait les droits des Etats. D'autres plaidaient également de façon persuasive pour un gouvernement national faible qui préserverait l'autorité des Etats. Certains délégués craignaient que les Américains ne soient pas assez sages pour se gouverner et s'opposaient donc au suffrage direct. D'autres pensaient que le gouvernement national devait avoir une assise populaire aussi large que possible. Les représentants des petits Etats exigeaient que tous les Etats soient également représentés dans une assemblée législative nationale. Les représentants des grands Etats pensaient au contraire qu'ils méritaient d'avoir plus d'influence. Les représentants des Etats où l'esclavage était illégal espéraient le proscrire. Ceux des Etats esclavagistes rejetaient toute tentative allant dans ce sens. Certains délégués voulaient limiter le nombre des Etats dans l'Union.

D'autres souhaitaient que les territoires récemment colonisés à l'ouest accèdent au rang d'Etats.

Presque toutes les questions abordées suscitérent de nouveaux désaccords qui ne purent se résoudre que par des compromis.

Le projet de constitution n'était pas un long document, mais il définissait le cadre du gouvernement le plus complexe conçu jusque-là. Ce gouvernement disposerait des pleins pouvoirs pour émettre de la monnaie, lever des impôts, délivrer des brevets, mener la politique étrangère, entretenir une armée, créer des bureaux de poste et déclarer la guerre. Et il comporterait trois pouvoirs égaux – un congrès, un président et un système judiciaire – qui se contrôlèrent mutuellement.

Certes, les intérêts économiques influèrent sur le cours du débat, mais pas plus que les intérêts idéologiques et ceux de certains groupes ou de certains Etats. L'idéalisme des hommes qui rédigèrent le document compta tout autant. Ils étaient convaincus d'avoir conçu un gouvernement qui défendrait les libertés individuelles et la vertu publique.

Le 17 septembre 1787, au terme de quatre mois de délibérations, une majorité de délégués signa la nouvelle Constitution. Ils avaient convenu qu'elle entrerait en vigueur dès qu'elle aurait été ratifiée par neuf des treize Etats.

Le processus de ratification dura environ un an. Ses adversaires exprimaient la crainte qu'un gouvernement central fort ne devienne tyrannique et oppressif. Ses partisans répondaient que

le système de freins et contrepoids empêcherait cette dérive. Le débat donna naissance à deux groupes : les fédéralistes, favorables à un gouvernement central fort, qui soutenaient la Constitution, et les antifédéralistes, qui préféraient une association plus souple d'Etats séparés et étaient opposés à la Constitution.

Même après la ratification de la Constitution, de nombreux Américains estimaient qu'il y manquait un élément essentiel car elle n'énumérait pas les droits individuels. Quand le Premier Congrès se réunit à New York en septembre 1789, ses membres convinrent d'ajouter ces nouvelles dispositions. Il fallut attendre encore deux ans avant que ces dix amendements – connus sous le nom de Déclaration des droits (*Bill of Rights*) – soient intégrés à la Constitution.

Le premier de ces dix amendements garantit au citoyen la liberté de la parole et de la presse, et la liberté religieuse ; le droit de réunion, celui de manifester et de revendiquer des changements. Le Quatrième Amendement le protège contre les perquisitions, saisies de biens et arrestations abusives. Le Cinquième prévoit une procédure légale régulière dans toutes les affaires pénales. Le Sixième garantit au citoyen le droit à un procès rapide et équitable. Et le Huitième une protection contre tout châtiment cruel ou exceptionnel.

Depuis l'adoption du *Bill of Rights*, il y a plus de deux cents ans, seuls dix-sept nouveaux amendements ont été ajoutés à la Constitution.

Premières années, conquête de l'Ouest et différences régionales

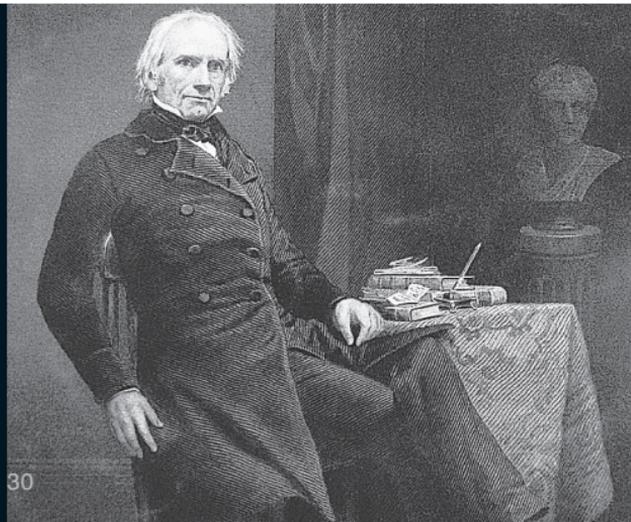
George Washington prêta serment en tant que premier président des Etats-Unis le 30 avril 1789. Pendant la Révolution, il avait été chargé d'organiser une force militaire efficace. A présent, il était chargé de créer un gouvernement capable de fonctionner.

Il travailla étroitement avec le Congrès pour créer les départements d'Etat, du Trésor, de la Justice, et de la Guerre. Les responsables de ces départements seraient les conseillers du Président – son cabinet. Une Cour suprême composée d'un président et de cinq juges fut instituée, ainsi que trois cours de circuit et treize tribunaux de district. Des politiques furent mises en œuvre pour administrer les territoires de l'Ouest et intégrer les nouveaux Etats à l'Union.

George Washington servit pendant deux mandats de quatre ans, puis quitta ses fonctions, établissant un précédent qui finit par devenir une loi. Les deux présidents suivants, John Adams et Thomas Jefferson, représentèrent deux écoles de pensée sur le rôle du gouvernement. Cette divergence de vues entraîna la formation des deux premiers partis politiques du monde occidental. Les fédéralistes, rassemblés autour de John Adams et d'Alexander Hamilton, secrétaire au Trésor de George Washington, représentaient en général les intérêts du commerce et de l'industrie. Ils

redoutaient l'anarchie et étaient partisans d'un gouvernement central fort capable de mettre en œuvre des politiques économiques nationales et de maintenir l'ordre. Ils bénéficiaient d'un large soutien dans le Nord. Sous la conduite de Thomas Jefferson, les républicains représentaient en général les intérêts agricoles. Ils étaient opposés à un gouvernement central fort et défendaient les droits des Etats et l'autosuffisance des agriculteurs. Ils bénéficiaient d'un large soutien dans le Sud.

Pendant une vingtaine d'années, la jeune nation prospéra dans une paix relative. Sa politique consistait à avoir des relations amicales et impartiales avec toutes les autres nations. Cependant, elle n'était pas à l'abri des événements politiques qui survenaient en Europe, notamment en Grande-Bretagne et en France, deux pays en guerre. La marine britannique capturait les navires américains faisant route vers la France, et les Français interceptaient les navires



S'il ne devint jamais président, Henry Clay, du Kentucky, fut l'un des hommes politiques américains les plus influents de la première moitié du XIX^e siècle. Il sauva l'Union grâce au compromis du Missouri de 1820 et au compromis de 1850. Ces deux textes réglèrent, pour un temps, les querelles nées de la question de l'esclavage dans les territoires de l'Ouest.

américains faisant route vers la Grande-Bretagne. Diverses négociations diplomatiques permirent d'éviter les hostilités pendant les années 1790 et au début des années 1800, mais il semblait que les Etats-Unis devraient bientôt défendre leurs intérêts.

La guerre avec la Grande-Bretagne éclata en 1812. Les combats eurent lieu essentiellement dans les Etats du Nord-Est et le long de la côte est. Un corps expéditionnaire anglais atteignit la nouvelle capitale, Washington, dans le district de Columbia. Il mit le feu à la résidence présidentielle – forçant le président James Madison à fuir – et laissa la ville en flammes. Mais l'armée et la marine américaines avaient remporté suffisamment de batailles décisives pour revendiquer la victoire. Après deux ans et demi de combats et des réserves financières réduites en raison de la guerre avec la France, la Grande-Bretagne signa un traité de paix avec les Etats-Unis. La victoire américaine mettait définitivement fin à tous les espoirs que pouvait encore entretenir la Grande-Bretagne de rétablir son influence au sud de la frontière canadienne.

Quand la guerre de 1812 prit fin, nombre des graves difficultés rencontrées par la nouvelle république américaine avaient disparu. L'union nationale sous l'égide de la Constitution amena un certain équilibre entre la liberté et l'ordre. Par ailleurs, une faible dette et un continent à explorer offraient des perspectives de paix, de prospérité et de progrès social. L'événement le plus significatif en matière de politique étrangère fut une déclaration du président James Monroe exprimant la solidarité des Etats-Unis

avec les nouvelles nations indépendantes d'Amérique centrale et du Sud. La doctrine de Monroe mettait en garde contre toute nouvelle tentative de l'Europe pour coloniser l'Amérique latine. En retour, nombre de ces nations exprimèrent leurs affinités politiques avec les Etats-Unis en élaborant leurs constitutions sur le modèle nord-américain.

Le territoire des Etats-Unis doubla avec l'achat de la Louisiane à la France en 1803 et de la Floride à l'Espagne en 1819. De 1816 à 1821, six nouveaux Etats furent créés. Entre 1812 et 1852, la population tripla. La taille et la diversité de la jeune nation défiaient toute généralisation facile. En outre, elles suscitaient même la contradiction.

Les Etats-Unis comprenaient à la fois des villes civilisées fondées sur le commerce et l'industrie, et des frontières primitives où la primauté du droit était souvent ignorée. C'était une société qui aimait la liberté, mais qui autorisait l'esclavage. La Constitution assurait la cohésion de ces différents éléments. Toutefois, les tensions s'aggravaient.

Querelles intestines

En 1850, les Etats-Unis étaient une immense nation déployée entre deux océans. D'importantes différences du point de vue de la géographie, des ressources naturelles et du développement étaient évidentes d'une région à l'autre.

La Nouvelle-Angleterre et les Etats intermédiaires de la région atlantique constituaient les grands centres financiers, commerciaux et industriels. Les principaux produits étaient les textiles et les vêtements, le bois et les machines. Le commerce maritime y était prospère. Les Etats du Sud étaient essentiellement agricoles : ils produisaient du tabac, du sucre et du coton ; les esclaves y fournissaient la main-d'œuvre. Les Etats du Middle West étaient également agricoles, mais leurs céréales et leurs viandes étaient produites par des hommes et des femmes libres.

En 1819, le Missouri avait demandé à entrer dans l'Union. Les nordistes s'y opposèrent parce que cette colonie comptait 10 000 esclaves. Henry Clay, représentant du Kentucky au Congrès, proposa un compromis : Le Missouri serait admis dans l'Union (et continuerait à autoriser l'esclavage) en même temps que le Maine, qui ne pratiquait pas l'esclavage.

Les positions des différentes régions sur la question se durcirent dans les décennies qui suivirent le compromis du Missouri. Dans le Nord, le mouvement abolitionniste était véhément et de plus en plus puissant. Dans le Sud, la croyance en la suprématie blanche et dans le maintien du statu quo économique était tout aussi véhément et puissant. Même si des milliers d'esclaves s'échappèrent vers le nord grâce à un réseau de routes secrètes connu sous le nom de « chemin de fer clandestin », les esclaves constituaient encore le tiers de la population dans les Etats esclavagistes lors du recensement de 1860.

La plupart des nordistes ne voulaient pas remettre en question l'existence de l'esclavage dans le Sud, mais nombre d'entre eux s'opposaient à son expansion dans les territoires de l'Ouest. Quant aux sudistes, ils étaient convaincus que les territoires eux-mêmes avaient le droit de décider de leur statut. Un jeune homme politique de l'Illinois, Abraham Lincoln, pensait qu'il s'agissait d'une question nationale, et non pas locale. « Une maison divisée contre elle-même ne peut rester debout, disait-il. Je crois que ce régime de mi-esclavage mi-liberté ne peut demeurer de façon permanente. Je ne pense pas que l'Union sera dissoute [...] mais j'espère bien qu'elle cessera d'être divisée. »

En 1860, le Parti républicain choisit pour candidat Abraham Lincoln sur la base d'une plateforme antiesclavagiste. Dans la course à la présidence à laquelle participaient quatre candidats, il ne recueillit que 39 % des suffrages populaires, mais il disposait d'une nette majorité de voix au collège des grands électeurs. Le collège des grands électeurs est le groupe de citoyens qui élit directement le président et le vice-président des Etats-Unis, après le scrutin populaire.

La tempête qui se préparait depuis des décennies était sur le point d'éclater avec une grande violence. Les Etats du Sud avaient menacé de quitter l'Union si Lincoln était élu ; or les sécessions avaient commencé alors même qu'il n'avait pas encore prêté serment. Il incomberait au nouveau président de s'efforcer de préserver l'Union.

Guerre de Sécession et reconstruction

Le Nord et le Sud entrèrent en guerre en avril 1861. Les Etats sudistes revendiquaient le droit de faire sécession et s'étaient rassemblés au sein d'une confédération. Leurs forces tirèrent les premiers coups de feu. Les Etats nordistes, unis derrière le président Lincoln, étaient déterminés à mettre un terme à la rébellion et à sauvegarder l'Union.

Le Nord comptait deux fois plus d'Etats que le Sud et une population deux fois plus importante. Il disposait de nombreuses infrastructures nécessaires à la production des fournitures de guerre ainsi que d'un réseau ferroviaire supérieur. Le Sud comptait des chefs militaires plus expérimentés et avait l'avantage de combattre en grande partie sur son propre territoire.

Pendant quatre ans, les combats terrestres dans lesquels se trouvèrent engagés des dizaines de milliers de soldats et de chevaux se disputèrent en Virginie, dans le Maryland, en Pennsylvanie, dans le Tennessee et en Georgie. Les batailles navales eurent lieu au large de la côte atlantique et sur le fleuve Mississippi. Dans cette région, les forces unionistes remportèrent une série quasi ininterrompue de victoires. En Virginie, au contraire, leurs efforts pour s'emparer de Richmond, capitale de la Confédération, connurent défaite sur défaite.

Le 17 septembre 1862, journée la plus sanglante du conflit, vit s'affronter les deux armées à Antietam Creek près de Sharpsburg,



Le président Abraham Lincoln (au centre), dans un campement de l'armée de l'Union en octobre 1862, après la bataille d'Antietam.

Famille d'esclaves cueillant du coton près de Savannah, en Georgie, au début des années 1860.



Corps de soldats confédérés pendant la campagne de Chancellorsville, en mai 1863. Victorieuses, les forces sudistes avancèrent vers le nord jusqu'en Pennsylvanie, mais furent battues à Gettysburg. Cette bataille, la plus grande jamais livrée sur le sol américain, marqua un tournant décisif dans la guerre de Sécession (1861-1865). Aucun autre conflit dans l'histoire des Etats-Unis n'a fait autant de morts américains.

dans le Maryland. Les soldats confédérés conduits par le général Robert Lee ne parvinrent pas à repousser les forces unionistes commandées par le général George McClellan, et Lee se replia avec son armée. McClellan fut limogé. Si, d'un point de vue militaire, la bataille ne fut pas décisive, elle eut d'énormes conséquences. La Grande-Bretagne et la France, qui avaient envisagé de reconnaître la Confédération, ajournèrent leur décision et le Sud ne reçut jamais l'aide dont il avait désespérément besoin.

Plusieurs mois plus tard, le président Lincoln publiait une proclamation préliminaire d'émancipation qui affranchissait tous les esclaves vivant dans les Etats confédérés et autorisait le recrutement d'Afro-Américains dans l'armée de l'Union. Désormais le Nord ne combattait plus seulement pour préserver l'Union mais pour mettre un terme à l'esclavage.

Les forces unionistes gagnèrent du terrain en 1863 après les victoires de Vicksburg dans le Mississippi et de Gettysburg en Pennsylvanie, puis grâce à la politique de la terre brûlée adoptée par le général William Sherman lorsqu'il traversa la Georgie et entra en Caroline du Sud en 1864. En avril 1865, les immenses armées de l'Union commandées par le général Ulysses Grant avaient encerclé Robert Lee en Virginie. Avec la capitulation de Lee, la guerre de Sécession touchait à sa fin.

Les conditions de la reddition furent généreuses. « Les rebelles sont à nouveau nos compatriotes », déclara Grant à ses troupes. A Washington, le président Lincoln était prêt à entamer le proces-

sus de réconciliation quand, moins d'une semaine après la reddition du Sud, il fut assassiné par un sudiste rendu furieux par la défaite. La tâche incomberait au vice-président Andrew Johnson, sudiste favorable à une « reconstruction » rapide et facile.

Johnson usa de son droit de grâce pour rétablir de nombreux sudistes dans leurs droits politiques. A la fin de l'année 1865, presque tous les anciens Etats confédérés avaient tenu des conventions afin d'abroger les ordonnances de sécession et d'abolir l'esclavage. Toutefois, à l'exception du Tennessee, tous refusèrent de ratifier l'amendement à la Constitution accordant la pleine citoyenneté aux Afro-Américains. Les républicains du Congrès décidèrent donc d'appliquer leur propre conception de la reconstruction. Ils adoptèrent des sanctions contre les anciens rebelles et refusèrent aux anciens dirigeants de la Confédération le droit de briguer un mandat électif. Ils divisèrent le Sud en cinq districts militaires administrés par des généraux de l'Union. Ils refusèrent le droit de vote à quiconque refusait de prêter le serment d'allégeance à l'Union. En outre, ils défendirent avec force les droits des Afro-Américains. Le président Johnson, qui s'efforça d'entraver nombre de ces mesures, fut mis en accusation. Le nombre de voix requis n'ayant pas été réuni, il resta en fonctions mais le Congrès devait continuer pendant les trente années suivantes à exercer un pouvoir considérable.

Les dissensions et les haines à l'origine de la guerre de Sécession ne disparurent pas avec la fin des combats. A mesure que les Blancs du Sud se réappropriaient le pouvoir politique, les Noirs en

pâtissaient. Ils avaient conquis la liberté, mais les lois locales les empêchaient d'en jouir en leur interdisant l'accès à de nombreux lieux publics. Ils avaient obtenu le droit de vote mais étaient l'objet d'intimidation dans les bureaux de vote. Le Sud était devenu ségrégationniste et allait le rester pendant un siècle. La reconstruction de l'après-guerre, inaugurée dans l'esprit des idéaux les plus nobles, sombra dans un abîme de corruption et de racisme. Cet échec reporta la lutte des Afro-Américains pour l'égalité au XX^e siècle qui en ferait une cause non plus sudiste mais nationale.

Croissance et transformation

Les Etats-Unis atteignirent leur maturité dans les décennies qui suivirent la guerre de Sécession. La disparition progressive de la frontière s'accompagna de la transformation d'une république rurale en nation urbanisée. On assista à la construction de vastes usines, d'aciéries et de lignes ferroviaires transcontinentales. Les villes se développèrent rapidement, tandis que des millions d'immigrants venaient commencer une vie nouvelle dans le pays de toutes les chances.

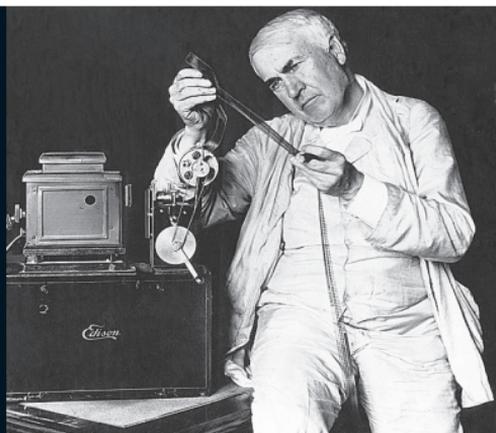
Des inventeurs exploitèrent les progrès de la science. Parmi eux, Alexander Graham Bell qui mit au point le téléphone, Thomas Edison la lampe à incandescence et George Eastman le cinématographe. Avant 1860, le gouvernement avait délivré 36 000 brevets contre 440 000 au cours des trente années suivantes.

Ce fut l'époque du regroupement des sociétés, notamment dans l'acier, le rail, le pétrole et les télécommunications. Les monopoles entraînant la fin de la concurrence sur les marchés, des appels à une réglementation gouvernementale se firent entendre. En 1890, une loi fut adoptée en vue d'empêcher les monopoles de limiter les échanges, mais elle ne fut pas appliquée avec vigueur au début.

Malgré les progrès considérables de l'industrie, l'agriculture demeurait l'activité principale de l'Amérique. Pourtant, elle connaissait d'énormes transformations. Les terres cultivées doublèrent, tandis que les agronomes amélioraient les semences. La mécanisation, grâce à la planteuse mécanique et à la moissonneuse-batteuse, bouleversa le travail effectué jusqu'alors à la main. Les



Sitting Bull, chef sioux, qui dirigea la dernière grande campagne des Indiens des Plaines contre l'armée des Etats-Unis et infligea une défaite au général George Custer en 1876.



Thomas Edison examine la pellicule utilisée dans le projecteur de cinéma qu'il a inventé avec George Eastman.

agriculteurs américains produisaient assez de céréales, de coton, de bœuf, de porc et de laine pour satisfaire la demande croissante du marché intérieur et exporter ensuite d'importants excédents.

L'Ouest des Etats-Unis continuait à attirer les colons. Les mineurs faisaient valoir leurs droits sur les montagnes aurifères, les éleveurs de bétail sur les immenses prairies, les éleveurs de moutons sur les vallées et les agriculteurs sur les grandes plaines. Les cow-boys à cheval encadraient les animaux et les conduisaient jusqu'à de lointaines lignes ferroviaires pour les expédier vers l'est. C'est cette image de l'Amérique qui persiste dans les esprits, même si l'époque du «Wild West» ne dura qu'une trentaine d'années.

Dès l'arrivée des Européens sur la côte est de l'Amérique, leur migration vers l'ouest se heurta aux populations autochtones. Pendant de nombreuses années, la politique gouvernementale



Des immigrants arrivent à Ellis Island, dans le port de New York, principale porte d'entrée aux Etats-Unis à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. De 1890 à 1921, quelque 19 millions de personnes immigrèrent en Amérique.

Mulberry Street, dite aussi « Little Italy »,
à New York au début du XX^e siècle. Les
nouveaux immigrants et leurs familles
s'installaient souvent dans
des enclaves urbaines
très peuplées.





consista à déplacer les Amérindiens au-delà de la frontière sur des terres réservées à leur usage. Cependant, maintes et maintes fois, le gouvernement ne respecta pas les accords conclus et ouvrit ces zones à la colonisation. A la fin du XIX^e siècle, les tribus sioux des plaines septentrionales et les Apaches du Sud-Ouest résistèrent vigoureusement pour défendre leur mode de vie. Malgré leurs talents de guerriers, les Indiens finirent par être écrasés par les forces gouvernementales. Au terme de ces conflits, la politique bien intentionnée des autorités s'avéra parfois désastreuse. En 1934, le Congrès adopta une mesure en vue de protéger les coutumes tribales et la vie collective dans les réserves.

Les dernières décennies du XIX^e siècle virent s'affronter les puissances européennes dans la colonisation de l'Afrique et dans la conquête de marchés en Asie. Nombre d'Américains étaient convaincus que les Etats-Unis avaient le droit et le devoir d'étendre leur influence à d'autres parties du monde. Mais nombreux aussi étaient ceux qui rejetaient toute action teintée d'impérialisme.

A l'issue d'un bref conflit avec l'Espagne en 1898, les Etats-Unis se retrouvèrent maîtres de plusieurs possessions espagnoles outre-mer : Cuba, Porto Rico, Guam et les Philippines. Officiellement, les Etats-Unis les encouragèrent à l'autodétermination, mais de fait ils gardèrent le contrôle administratif. En politique étrangère, l'idéalisme coexistait avec le souci pratique de protéger les intérêts économiques d'un pays qui de nation isolée était devenu une puissance mondiale.

Malaise et réformes

En 1900, les fondements politiques de l'Amérique avaient enduré les douleurs de la croissance, la guerre civile, la prospérité et la crise économique. L'idéal de liberté religieuse avait été respecté. La gratuité de l'enseignement public était largement entrée dans les faits et la liberté de la presse était réalisée. Pourtant, dans le même temps, le pouvoir politique semblait concentré entre les mains de responsables corrompus et de leurs amis des milieux d'affaires. Il en résulta l'émergence d'un mouvement réformateur baptisé « progressisme », qui avait pour objectifs plus de démocratie et de justice sociale, un gouvernement intègre et une réglementation des entreprises plus efficace.

Des écrivains et des critiques de la société dénoncèrent des pratiques injustes, insalubres et dangereuses. Upton Sinclair, Ida Tarbell, Theodore Dreiser, Lincoln Steffens et d'autres produisirent une « littérature de dénonciation » qui poussa le législateur à corriger ces excès grâce à de nouvelles lois.

Le président Theodore Roosevelt, qui incarnait l'esprit du progressisme, pensait que les réformes nécessitaient une politique nationale. Il œuvra avec le Congrès en vue de réglementer les monopoles et de poursuivre les entreprises qui violaient la loi. Il lutta aussi inlassablement pour préserver les ressources naturelles du pays, gérer le domaine public et protéger les zones destinées aux loisirs.

Les réformes se poursuivirent sous les présidences de William Howard Taft et Woodrow Wilson. Le système bancaire de la Réserve fédérale fut créé pour fixer les taux d'intérêt et contrôler la masse monétaire. La Commission fédérale du commerce fut chargée de réglementer les pratiques déloyales des entreprises en matière de concurrence. De nouvelles lois furent promulguées pour améliorer les conditions de travail des marins et des cheminots. Un système d'« extension des comtés » fut mis au point pour aider les agriculteurs à obtenir l'information et les crédits nécessaires. Enfin, les taxes sur les importations furent abaissées ou supprimées.

La période progressiste fut aussi celle de l'arrivée en grand nombre d'immigrants en provenance des quatre coins du monde.



Des enfants travaillent dans une verrerie de l'Indiana en 1908. La réglementation du travail des enfants fut l'un des objectifs prioritaires du mouvement progressiste.

Près de 19 millions de personnes entrèrent aux États-Unis entre 1890 et 1921. Jusque-là, il s'agissait de personnes originaires surtout du Nord et de l'Ouest de l'Europe et dans une moindre mesure de Chine. Les nouveaux venus arrivaient d'Italie, de Russie, de Pologne, de Grèce, des Balkans, du Canada, du Mexique et du Japon.

Les États-Unis ont toujours été un « creuset » de nationalités et pendant trois cents ans peu de restrictions furent imposées à l'immigration. Pourtant, dans les années 1920, des quotas furent instaurés afin d'apaiser les craintes des Américains qui voyaient dans l'afflux de nouveaux immigrants une menace pour l'emploi et la culture nationale. Si, dans le passé, les grandes vagues d'immigration suscitèrent des tensions sociales, la plupart des Américains – dont les ancêtres furent des immigrants – sont convaincus que la Statue de la Liberté dressée dans le port de New York incarne la volonté du pays d'accueillir ceux qui sont « avides de respirer le souffle de la liberté ». Cette conviction explique que les États-Unis sont toujours une nation formée de nations.

Première Guerre mondiale, prospérité des années 1920, crise économique

En 1914, la guerre qui opposait l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie à la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et la Russie affecta les intérêts américains dès le début. Alors que les marines britannique et allemande interféraient l'une et l'autre

avec la navigation américaine, les attaques des sous-marins allemands portaient des coups mortels. En 1915, près de 130 Américains périrent lors de l'attaque d'un sous-marin contre le paquebot britannique *Lusitania*. Le président Woodrow Wilson exigea la suspension des attaques, qui cessèrent pendant quelque temps pour reprendre en 1917. Les Etats-Unis décidèrent alors d'entrer en guerre.

Les efforts de plus de 1 750 000 soldats américains jouèrent un rôle décisif dans la défaite de l'alliance entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Un armistice, en principe une trêve mais en réalité une reddition, fut conclu le 11 novembre 1918.

Le président Wilson négocia la fin du conflit sur la base de son plan en quatorze points pour une paix durable. Cela incluait l'aban-



Les forces d'infanterie américaines en 1918, équipées de canons de 37 mm, s'avancent vers des positions allemandes pendant la Première Guerre mondiale.



Des «garçonnes» posent pour la caméra lors d'une soirée dans les années 1920.

don des accords internationaux secrets, la liberté des échanges entre nations, la réduction des arsenaux nationaux, l'autodétermination pour les peuples européens sous domination étrangère et la création d'une association – la Société des nations – en vue de garantir l'indépendance politique et l'intégrité territoriale à toutes les nations, grandes ou petites.

Toutefois, les vainqueurs ayant exigé de sévères sanctions, pour ainsi dire aucun de ces points ne subsista dans le traité de paix final. L'idée proposée par le président Wilson d'une Société des nations figura bien dans le traité de Versailles, mais lui-même ne parvint pas à rassembler le soutien nécessaire au projet et les Etats-Unis le rejetèrent. L'Amérique se retrancha à nouveau dans l'isolationnisme.

L'immédiat après-guerre fut une période d'instabilité sociale et de tensions raciales. Les agriculteurs se trouvèrent aux prises avec une chute brutale de la demande au lendemain du conflit. La violence bolchevique alimenta une « terreur rouge » qui déclencha une hostilité déclarée envers le mouvement communiste révolutionnaire, laquelle devait durer plusieurs décennies. Malgré ces problèmes, les Etats-Unis connurent pendant les années 1920 une courte période de véritable prospérité largement partagée. Pour la première fois, les familles américaines achetèrent une automobile, une radio et un réfrigérateur, et prirent l'habitude d'aller régulièrement au cinéma. Enfin, après des décennies de militantisme politique, les suffragettes réussirent à faire adopter

en 1920 un amendement constitutionnel octroyant le droit de vote aux femmes.

Pourtant, le bon temps ne dura pas. La valeur, artificiellement gonflée, de nombreuses actions s'effondra brutalement en octobre 1929. Au cours des trois années suivantes, la récession économique américaine s'inscrit dans le cadre plus vaste d'une crise économique mondiale. Entreprises et usines fermèrent leurs portes, les banques firent faillite, les prix agricoles chutèrent. En novembre 1932, 20 % des Américains étaient sans emploi.

Cette année-là, la campagne présidentielle se résuma essentiellement en un débat sur les causes de la crise et les moyens d'y remédier. Le président sortant Herbert Hoover avait entamé le processus de reconstruction de l'économie, mais ses efforts eurent peu d'effet, et il fut battu par Franklin Roosevelt. L'optimisme de



A gauche : soupe populaire dans les années 1930. A droite : le président Franklin Roosevelt signe le *Social Security Act* de 1935, peut-être la loi aux incidences les plus vastes du *New Deal*. Aujourd'hui, la Sécurité sociale dispense des pensions de retraite et d'invalidité à des millions d'habitants des Etats-Unis.

ce dernier était contagieux et le nouveau président était décidé à recourir à l'autorité fédérale pour mettre en œuvre des solutions audacieuses. Sous son mandat, les Etats-Unis allaient entrer dans une nouvelle ère de changements économiques et politiques.

New Deal et Seconde Guerre mondiale

Au début des années 1930, le président Franklin Roosevelt proposa le *New Deal*, projet destiné à faire sortir le plus rapidement possible les Américains de la crise économique. Il souligna que la démocratie à cette époque avait disparu des autres pays ; or la raison n'était pas que les peuples étaient hostiles à la démocratie mais qu'ils étaient las du chômage et de l'insécurité.

Sous sa direction, un organisme fédéral fut créé pour garantir les fonds déposés dans les caisses d'épargne. La vente des actions fut réglementée. Des lois furent adoptées pour garantir le droit des travailleurs à se faire représenter par des syndicats. Les agriculteurs reçurent des subventions pour certaines cultures et une aide destinée à prévenir l'érosion des sols. Le Civilian Conservation Corps employa de jeunes hommes à des projets de reboisement, d'assainissement des cours d'eau et d'amélioration des infrastructures des parcs nationaux. La Public Works Administration recruta des ouvriers qualifiés pour assurer la mise en œuvre de projets tels que la construction de ponts et de barrages. La Tennessee Valley



Dans le Pacifique, la Seconde Guerre mondiale fut marquée par de grandes batailles aéronavales. Ici, un avion japonais pique en flammes pendant une attaque contre une flotte de porte-avions américains, dans les îles Mariannes, en juin 1944.



Le général Dwight Eisenhower, commandant suprême des forces alliées en Europe, s'adresse à des parachutistes peu avant le débarquement en Normandie le 6 juin 1944.



Chaîne de montage des chasseurs Lightning P-38 pendant la Seconde Guerre mondiale. La production massive de matériel de guerre transforma les Etats-Unis en « arsenal de la démocratie », selon les propos du président Roosevelt.

Authority permit de régulariser le cours du fleuve et de produire l'électricité nécessaire à cette région défavorisée. Enfin, la Federal Emergency Relief Administration distribua une aide directe souvent sous la forme d'allocations.

Une seconde série de mesures économiques et sociales relança le marché du travail : ouvriers du bâtiment recrutés pour construire des routes, des aéroports et des écoles ; projets destinés aux artistes, acteurs, musiciens et écrivains ; et travail à mi-temps pour les jeunes. Ce fut aussi la création du régime d'assurance sociale (*Social Security*) destiné à aider les pauvres, les handicapés et les personnes âgées.

Si, dans l'ensemble, les Américains éprouaient des réserves envers l'idée d'un Etat fort, ils souhaitaient que le gouvernement fédéral assume davantage de responsabilités quant au bien-être des gens simples. Et bien que le *New Deal* ait apporté une assistance tangible à des millions d'Américains, il ne parvint jamais à rétablir la prospérité. Des temps meilleurs viendraient mais pas avant qu'une nouvelle guerre mondiale n'ait entraîné les Etats-Unis dans son sillage.

Les Etats-Unis tentèrent de rester neutres tandis que les régimes totalitaires en Allemagne, en Italie et au Japon étendaient leur domination sur les pays voisins. Après l'invasion de la France et le bombardement de la Grande-Bretagne par l'Allemagne, le débat s'intensifia. Malgré un fort sentiment isolationniste, le Congrès vota la conscription et le renforcement de l'armée.

Majoritairement, la population était concentrée sur ce qui se passait en Europe, lorsque le Japon menaçait de s'emparer des sources de matières premières utilisées par les industries des pays occidentaux. Les Etats-Unis ripostèrent en imposant un embargo sur celle dont le Japon avait un besoin absolu – le pétrole – et exigèrent que Tokyo évacue tous les territoires conquis. Le Japon refusa et le 7 décembre 1941 lança une attaque dévastatrice contre la flotte américaine du Pacifique à Pearl Harbor, dans les îles Hawaii. Les Etats-Unis déclarèrent alors la guerre au Japon. L'Allemagne et l'Italie, ralliées au Japon, déclarèrent à leur tour la guerre aux Etats-Unis.

L'industrie et l'agriculture américaines furent mises au service de l'effort de guerre. La production de matériel militaire fut stupéfiante : 300 000 avions, 5 000 cargos, 60 000 navires de débarquement et 86 000 chars en moins de quatre ans. En grande partie, ce fut le travail des femmes, qui remplacèrent dans les usines les hommes partis au combat.

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique, alliés contre la menace nazie, décidèrent que l'essentiel de l'effort militaire devait se concentrer en Europe. Ils étaient déterminés à briser l'emprise germano-italienne sur la Méditerranée et à prévenir la chute de Moscou. Ensuite, ils libéreraient Rome et Paris, et enfin Berlin.

Entre l'invasion de la Pologne par l'Allemagne en 1939 et la capitulation du Reich en 1945, la guerre en Europe se solda par

des millions de pertes en vies humaines – militaires et civils confondus. Des millions d'autres personnes furent exterminées dans le cadre de l'Holocauste, génocide systématique perpétré par l'Allemagne nazie à l'encontre des Juifs et d'autres peuples.

La guerre en Asie fut surtout une succession de batailles navales et d'opérations amphibies destinées à briser l'emprise du Japon sur les îles de l'océan Pacifique. Les combats se poursuivirent



Le président Harry Truman brandit un journal dont la manchette annonce – à tort – sa défaite face au républicain Thomas Dewey lors de l'élection présidentielle de 1948.

L'infanterie américaine fait feu sur des troupes nord-coréennes qui envahissent la Corée du Sud en 1951, conflit qui devait durer trois douloureuses années.



dans cette région après la fin des hostilités en Europe. Les ultimes batailles comptèrent parmi les plus sanglantes de la guerre. La majorité des Américains, notamment le président Harry Truman, étaient persuadés qu'un débarquement au Japon le serait davantage encore. Pour mettre un terme au conflit, Truman était disposé à recourir à une arme nouvellement mise au point, la bombe atomique. Lorsque le Japon refusa de se rendre, il ordonna le largage de bombes sur les villes d'Hiroshima et de Nagasaki.

Le plan réussit – le Japon capitula – et la Seconde Guerre mondiale parvint enfin à son terme en août 1945. Ce n'est que plus tard que l'on devait mesurer l'étendue des conséquences de la terrifiante puissance de destruction de l'arme nucléaire.

La guerre froide, la guerre de Corée et le Vietnam

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis jouèrent un rôle prépondérant dans les affaires mondiales, notamment par le biais de leur influence au sein de deux nouvelles entités internationales, l'Organisation des Nations unies (ONU) et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). La guerre froide fut le dossier diplomatique et politique le plus important du début de l'après-guerre. C'était le résultat de désaccords anciens entre les États-Unis et l'Union soviétique sur la question de savoir quel type de gouvernement et de système

économique favorisait le plus la liberté, l'égalité et la prospérité.

Face à un monde en proie à des guerres civiles et à la désintégration des empires, les Etats-Unis espéraient apporter la stabilité nécessaire à une reconstruction pacifique. Ils prônaient la démocratie et le libre-échange, et consacrèrent au relèvement économique de l'Europe 17 milliards de dollars dans le cadre du « plan Marshall ». L'Union soviétique, qui souhaitait garantir ses frontières à tout prix, recourut à la force pour instaurer des régimes communistes en Europe centrale et orientale.

Les Etats-Unis, résolus à contenir l'expansionnisme de l'URSS, exigèrent et obtinrent le départ de tous les Soviétiques d'Iran. Ils apportèrent leur soutien à la Turquie face aux tentatives soviétiques pour s'emparer des voies maritimes. Ils fournirent une aide économique et militaire à la Grèce en vue de réprimer une forte insurrection communiste. Enfin, ils dirigèrent l'opération de pont aérien mis en place pour acheminer des millions de tonnes d'approvisionnements à Berlin lorsque l'Union soviétique décréta le blocus de la ville divisée.

Alors que l'essentiel de l'aide américaine traversait l'Atlantique, peu d'efforts furent déployés pour empêcher les forces communistes de Mao Tsé-toung de s'emparer du pouvoir en Chine en 1949. Lorsque la Corée du Nord – appuyée par Pékin et Moscou – envahit la Corée du Sud la même année, les Etats-Unis obtinrent le soutien de l'ONU en faveur d'une intervention militaire. Les Nord-Coréens finirent par être repoussés, et une trêve fut signée,

mais les tensions demeurèrent vives et les troupes américaines allaient rester encore des décennies.

Au milieu des années 1960, les Etats-Unis envoyèrent des troupes défendre le Vietnam du Sud contre une rébellion communiste émanant du Vietnam du Nord. L'engagement américain connut une escalade spectaculaire mais ne parvint pas à empêcher l'effondrement du Sud en 1975. La guerre se solda par des centaines de milliers de morts et provoqua en outre d'amères divisions sur le plan intérieur, ce qui eut pour effet de renforcer la méfiance des Américains face à toute nouvelle implication à l'étranger.

Evolution culturelle : 1950-1980

Dans les années 1950, la plupart des Américains avaient confiance dans leur rôle sur la scène internationale. Ils acceptaient la nécessité de faire preuve de fermeté à l'égard du communisme mondial et soutenaient les efforts visant à partager les bienfaits de la démocratie aussi largement que possible. A l'intérieur, ils connaissaient des progrès économiques phénoménaux et glissaient peu à peu vers une société de services. L'explosion de la natalité alimentait la croissance des zones suburbaines. Pourtant, cette belle vie n'était pas le lot de tous les Américains et, peu à peu, le statu quo se trouva de plus en plus remis en question.

Les Afro-Américains lancèrent un mouvement en vue d'obte-



Jackie Robinson effectue un retour glissé à sa base au cours d'un match de base-ball en 1948. En entrant dans l'équipe des Brooklyn Dodgers dont il devint l'une des vedettes, Robinson franchit la barrière raciale à laquelle se heurtaient les Afro-Américains dans le monde du base-ball professionnel.



Le roi du rock and roll américain, Elvis Presley, dans l'émission de télévision «Ed Sullivan Show», le 9 septembre 1956.



1966: Martin Luther King accompagne des enfants jusqu'à une école publique auparavant réservée aux Blancs, à Grenada, dans le Mississippi.

nir l'égalité de traitement en tous lieux. Ils remportèrent une victoire importante en 1954 lorsque la Cour suprême déclara que les établissements scolaires séparés réservés aux enfants noirs n'étaient pas égaux à ceux des enfants blancs. Cette décision déclencha le processus de déségrégation des écoles publiques du pays. Dans les années 1960 – sous la direction du pasteur Martin Luther King et avec le soutien du président Lyndon Johnson – les Américains d'origine africaine obtinrent l'adoption de la législation sur les droits civiques et sur le droit de vote. Certains dirigeants noirs, tels que Malcolm X, militaient contre la coopération interraciale et certains slogans en faveur de réformes conduisirent à la violence. Néanmoins, l'entrée discrète et progressive de nombreux Afro-Américains dans la classe moyenne devait entraîner un



Le président Lyndon Johnson fit adopter le programme législatif de politique intérieure le plus ambitieux depuis le *New Deal* de Roosevelt.



Le mouvement de la contre-culture atteignit son apogée aux Etats-Unis en 1969 à Woodstock, dans l'Etat de New York, où se tint pendant trois jours en plein air le célèbre concert de rock.

profond changement démographique de la société américaine.

Pendant les années 1960-1970, nombre d'Américaines firent le constat désabusé qu'elles ne jouissaient pas des mêmes chances que les hommes. Sous la direction de l'écrivain Betty Friedan et de la journaliste Gloria Steinem, elles organisèrent un mouvement qui permit de changer les lois et les traditions afin de donner aux femmes la possibilité de progresser sur un pied d'égalité avec les hommes dans des domaines comme l'entreprise et l'enseignement. Pourtant, les efforts qu'elles déployèrent pour faire adopter un amendement constitutionnel garantissant aux femmes l'égalité des droits n'aboutirent pas, car il ne fut ratifié que par seulement 35 des 38 Etats requis.

Une nouvelle génération de dirigeants amérindiens s'organisa pour défendre les droits que le gouvernement avait promis par différents traités signés avec les représentants tribaux. Ils firent appel aux tribunaux pour recouvrer leurs droits sur les terres tribales et sur leurs ressources en eau. Ils recoururent au processus législatif pour obtenir l'assistance dont leur peuple avait besoin en matière de logement et d'éducation. En 1992, Ben Nighthorse Campbell fut le premier Amérindien élu au Sénat.

Les Américains d'origine hispanique, notamment ceux dont les familles venaient du Mexique, d'Amérique centrale, de Porto Rico et de Cuba se mobilisèrent également sur le plan politique. Ils furent élus à des mandats au niveau local, des Etats et national. Puis ils s'organisèrent pour combattre la discrimination. Ainsi, César

Chávez dirigea un boycott national par les consommateurs du raisin de Californie, action qui obligea les producteurs à négocier avec son syndicat, l'United Farm Workers, une hausse des salaires et une amélioration des conditions de travail.

De nombreux étudiants embrassèrent l'action politique pour protester contre la guerre du Vietnam, qu'ils jugeaient immorale. Ils organisèrent de vastes mouvements de protestation qui finirent par amener le président Johnson à entamer des négociations de paix. Les jeunes commencèrent aussi à rejeter les valeurs culturelles de leurs parents. Les signes les plus visibles de ce que l'on appela la contre-culture furent les cheveux longs, le rock and roll et la consommation de drogues illicites.

Les Américains soucieux de la qualité de l'environnement organisèrent des actions en vue de réduire la pollution de l'air et de l'eau. L'année 1970 vit la célébration pour la première fois de la « Journée de la Terre » et la création de l'Environmental Protection Agency. La législation en matière d'environnement soulignait la nécessité de réduire les polluants sans imposer de coûts trop lourds à l'industrie.

Les grands changements sociaux des années 1950-1980 étaient l'émanation d'une société ouverte, fluide et diverse. Les exigences de changement furent tantôt pacifiques, tantôt mortelles. Des compromis furent nécessaires. Assurément, bien que parfois avec lenteur, les Etats-Unis se transformèrent pour mieux refléter les composantes multiculturelles nationales.

La fin du XX^e siècle

Les Etats-Unis ont toujours connu des périodes de polarisation politique, selon que les Américains débattaient des moyens de réagir aux événements internationaux, aux changements démographiques et aux conséquences de l'innovation technologique. Les dernières décennies du XX^e siècle ne firent pas exception.

Le militantisme progressiste des années 1960-1970 fut éclipsé par le nouveau conservatisme des années 1980. Les conservateurs prônaient un Etat restreint, une défense nationale forte, une action ferme à l'égard du communisme, une réduction des taxes pour relancer l'économie, des mesures rigoureuses pour lutter contre la délinquance, un renforcement de l'expression religieuse dans la vie publique et un code plus sévère en matière de comportement social. L'ancien acteur et gouverneur de la Californie Ronald Reagan, symbole de stabilité aux yeux de nombreux Américains, fut élu et réélu président pour deux mandats successifs. Ses partisans créditent sa politique d'avoir accéléré l'effondrement de l'URSS.

En 1992, les Américains se recentrèrent quelque peu en élisant président le gouverneur de l'Arkansas Bill Clinton, qui avait axé sa campagne sur les thèmes de la jeunesse et du changement. Certaines de ses propositions étaient franchement progressistes, notamment le projet de système de santé publique qui, toutefois, ne fit jamais l'objet d'un vote au Congrès. Une autre proposition

– remplacer les allocations publiques aux bénéficiaires de l'aide sociale par une aide à la recherche d'un emploi – fut reprise par les républicains et se révéla en fin de compte très efficace.

Les habituelles divergences d'opinions se firent particulièrement virulentes au lendemain de l'élection présidentielle de 2000. Les suffrages populaires et le collège électoral se trouvèrent divisés de façon presque égale entre le démocrate Al Gore et le républicain George W. Bush. Des milliers de bulletins de vote furent contestés en Floride. Après une série de recours en justice à propos des lois et procédures de recomptage, la Cour suprême des Etats-Unis trancha à une très faible majorité en faveur de Bush.

George W. Bush pensait donner la priorité aux dossiers de politique intérieure tels que l'enseignement, l'économie et la *Social Security*. Mais sa présidence bascula irrévocablement le 11 septembre 2001. Ce jour-là, des terroristes étrangers détournèrent quatre avions de ligne qu'ils firent s'écraser sur les tours du World Trade Center à New York, sur le Pentagone, siège du département de la Défense près de Washington et dans une zone rurale de la Pennsylvanie. Bush déclara alors la guerre contre le terrorisme. Les Américains se montrèrent globalement unis dans les premières phases de l'opération, mais ils furent de plus en plus nombreux à déchanter à mesure qu'elle prenait de l'ampleur.

Les conséquences à long terme des événements et des orientations qui ont marqué l'aube du XXI^e siècle doivent encore faire l'objet d'une analyse approfondie.





A gauche : des pompiers sous les poutres brisées des tours jumelles du World Trade Center après les attentats terroristes contre New York et Washington le 11 septembre 2001.
Ci-dessus : représentation du ciel de New York d'après le projet de construction de la Freedom Tower sur le site du World Trade Center.

POSTFACE

Depuis l'époque où ils n'étaient qu'une poignée d'obscures colonies blotties le long de la côte atlantique, les Etats-Unis ont opéré une remarquable transformation pour devenir ce qu'un politologue a appelé « la première nation universelle ». Avec une population de 300 millions d'habitants, ils constituent une nation au sein de laquelle sont représentés presque tous les peuples de la planète. C'est aussi un pays où le rythme et l'étendue du changement, qu'il soit économique, technologique, culturel, démographique ou social, sont incessants. Les Etats-Unis sont souvent à l'avant-garde de la modernité et de l'évolution qui emportent inéluctablement les autres pays et sociétés vers un monde toujours plus interdépendant et interconnecté.

Pourtant, les Etats-Unis conservent également le sens de la continuité et demeurent fidèles aux valeurs essentielles qui ont présidé à leur formation à la fin du XVIII^e siècle. Cela inclut la foi en la liberté individuelle et en une forme démocratique de gouvernement, ainsi que la volonté d'offrir à tout un chacun l'égalité des chances et sa part du progrès. La tâche permanente des Etats-Unis sera d'assurer tout au long du XXI^e siècle la protection et l'épanouissement des valeurs de liberté, de démocratie et d'égalité des chances, héritées d'une histoire riche et tumultueuse.



Photographies :

Les crédits de gauche à droite sont séparés par des points-virgules et de haut en bas par des tirets.

Couverture de Min-Chih Yao avec des photos de :

© Robert Llewellyn (Independence Hall). © AP Images (Mt. Rushmore; Jackie Robinson; Henry Ford; Golden Gate Bridge; immigrants; Iwo Jima Memorial). Interior

Department of Justice, Procurement Contract of the Federal National Aeronautics and Space Administration (ASAP) (nettoyette spatiale), Marius Tama/AFP/Getty Images (feu d'artifice). Library of Congress (Martin et Anthony; Sitting Bull). © PhotoSpin, Inc. (Cimetière d'Arlington; Statue de la Liberté).

Dick Halstead/Time Life Pictures/Getty Images (Reagan-Gorbatchev). Peinture de Don Troiani, www.historicalprints.com (Révolution américaine).

© Steve Krongard (enfants avec ordinateur). Avec l'aimable autorisation de MTV (photo d'un écran MTV).

Page 1 : Virginia Museum of Fine Arts, Richmond. Don d'Edgar William et Bernice Chrysler Garbisch. 2 : © Russ Finley/Finley-Holiday Films. 3 : Mark C. Burnett/Photo Researchers, Inc. 5 : © Miles Ertman/Masterfile – © Chuck Place. 8 : avec l'aimable autorisation de The Pennsylvania Academy of Fine Arts – © AP Images. 9 : Library of Congress

(LOC). © AP Images (2). 14-15 : LOC. 16-17 : peinture de Don Troiani, www.historicalprints.com. 18 : LOC – The American History Slide Collection, © Instructional Resources Corporation (IRC). 19 : National Portrait Gallery, Smithsonian Institution ; © AP Images. 23 : © Robert Llewellyn. 25 : Interior Department/National Park Service – Michael Ventura/FOLIO, Inc. ; The National Archives. 30 : © AP Images. 34 : LOC ; © Bettmann/CORBIS – LOC. 38 : LOC ; Edison Birthday Committee. 39 : Culver. 40-41 : LOC. 44 : LOC. 46 : The National Archives ; Hulton Archive/Getty Images. 48 : The American History Slide Collection, © (IRC) ; © AP Images. 50 : The National Archives. 51 : US Army – Lockheed. 54 : © Bettmann/CORBIS – US Army. 58 : © AP Images (3). 59 : © AP Images ; Culver. 62-63 : © AP Images ; avec l'aimable autorisation de Silverstein Properties. 3^e de couverture : Mario Tama/AFP/Getty Images.

Directeur de la publication : George Clack

Rédactrice en chef : Mildred Solá Neely

Rédactrice : Christine Johnson

Directrice artistique/conception : Min-Chih Yao

Iconographie : Maggie Johnson Sliker

Version française : Africa Regional Services, Paris



BUREAU INTERNATIONAL DE L'INFORMATION
DEPARTEMENT D'ETAT, ETATS-UNIS D'AMERIQUE
<http://usinfo.state.gov/>